

**AVANT PROPOS :** Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire de la RCA ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas forcément la position d'OCHA-RCA. Si vous lisez cette revue de presse, merci de tenir compte de cette réserve.

### **Le Premier ministre a formé un gouvernement d'union nationale (Centrafrique Presse, 31 mars 2013)**

Le Premier ministre centrafricain Nicolas Tiangaye a nommé dimanche un nouveau gouvernement d'union nationale composé de membres de la rébellion, d'anciens opposants et de la société civile, selon un décret lu à la radio nationale.

Composé de 34 membres, le gouvernement comprend neuf ministres issus de la coalition rebelle Séléka au pouvoir depuis une semaine, huit issus de l'ancienne opposition et un ex-proche du président déchu François Bozizé. Les 16 autres membres sont issus de la société civile et de différentes formations politiques. M. Tiangaye avait été reconduit par le président auto-proclamé, l'ex-rebelle Michel Djotodia

### **Les soldats sud-africains traumatisés d'avoir 'tue des enfants' (Le Parisien, 31 mars 2013)**

«Nous n'étions pas venus ici pour ça... tuer des gamins. Ça rend malade», a confié un soldat sud-africain au Sunday Times à son retour au pays après l'intervention de l'armée sud-africaine en Centrafrique. Et ils sont plusieurs à avoir témoigné de leur traumatisme après avoir combattu et tué des enfants-soldats pendant la prise de Bangui par les rebelles du Séléka le 23 mars.

«Ils pleuraient, appelaient à l'aide, appelaient (leurs) mamans», détaille le militaire sud-africain dans l'hebdomadaire dominica. «C'est seulement après que les tirs eurent cessé que nous avons vu que nous avions tué des enfants. Nous ne savions pas que ça se passerait comme ça. (...) Nous avons tué des petits garçons... des adolescents qui aurait dû être à l'école!».

Un autre soldat témoigne encore: «On nous avait dit que ces rebelles étaient des amateurs. On nous avait dit qu'il n'y avait rien à craindre, que les milliers de soldats (venus des pays voisins) d'Afrique centrale et ceux du gouvernement centrafricain nous aideraient. Mais ils ont été les premiers à s'enfuir. Quand les premiers coups ont été tirés, ils ont disparu».

En janvier, près de 200 soldats sud-africains ont été déployés en Centrafrique en soutien au président François Bozizé, pour tenter de restaurer la paix civile. Ils ont été attaqués par quelque 3 000 rebelles mieux armés. Treize d'entre eux sont morts dans les combats. Une bonne partie des rebelles n'étaient «que des enfants»

Deux autres hebdomadaires dominicaux sud-africains, City Press et Rapport, publient des témoignages similaires et soulignent qu'une bonne partie des rebelles n'étaient «que des enfants». De son côté, la Force de défense nationale sud-africaine (SANDF) n'a pas voulu commenter l'implication supposée d'enfants-soldats contre ses soldats. «Ce dont nous avons été informés, c'est que des groupes de rebelles ont ouvert le feu sur nos soldats et nos soldats ont répondu par auto-défense» a expliqué le porte-parole de l'armée sud-africaine.

Les combats auraient duré dix heures. Aucun bilan précis de ces affrontements n'a été fourni. La Croix-Rouge centrafricaine a seulement indiqué que 78 corps ont été «ramassés» dans les rues de Bangui depuis la prise de la capitale par la rébellion.

En Afrique du Sud, l'implication des troupes dans les combats de Bangui fait polémique. Le président Jacob Zuma, considéré comme ayant été le dernier soutien à l'ex-homme fort de Bangui, François Bozizé, se trouve en porte-à-faux avec sa doctrine de non-intervention et de promotion du dialogue dans les conflits, comme en Libye en 2011.

Il doit se rendre mercredi 3 avril au sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) consacré à la situation en Centrafrique. Elle aura lieu à N'Djamena au Tchad.

### **Djotodia parle de 2016 (AFP, 29 mars 2013)**

Le nouvel homme fort de Centrafrique, Michel Djotodia, a laissé entendre qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle prévue au terme d'une période de transition de trois ans, lors d'une conférence de presse à Bangui. Effectivement, il a été dit à Libreville que ceux qui seront à la commande de ce pays ne vont pas se présenter à l'élection présidentielle, a affirmé M. Djotodia. Affirmant vouloir lutter contre le tribalisme et l'exclusion, M. Djotodia a répété que la Centrafrique était un Etat laïc. Le président a tenu à rassurer: Je suis musulman, mais (...) je ne suis pas venu pour les musulmans, je ne suis pas venu seulement non plus pour les chrétiens. Je ne suis pas venu seulement pour les animistes, je suis venu pour tout le monde.

### **La Séléka appelle leurs hommes à cesser les hostilités (Xinuha, 28 mars 2013)**

Le porte-parole de la coalition Séléka, Christophe Gazam-Béty, a mis en garde tous les éléments de cette coalition qui continuent de commettre des exactions sur la population civile. Des mesures disciplinaires et des sanctions de dernières rigueurs seront infligées à ceux qui vont s'entêter. Dans une déclaration faite ce jeudi sur la radio nationale, Christophe Gazam-Béty, a précisé que les cas de pillages, des tirs sporadiques et meurtres qui se poursuivent encore dans le pays, n'est pas seulement orchestrés par les éléments de la coalition Séléka. Des personnes mal intentionnées qui ont pris des armes en sont aussi des auteurs.

A cet effet à compter de ce jeudi, une équipe de patrouille militaire va sillonner la ville de Bangui, à partir de 18 heures. "Tout élément de Séléka ou de forces de l'ordre qui sera surpris en train de faire des tirs en l'air ou de commettre des exactions sera systématiquement désarmés et emprisonné", a dit le porte-parole de la coalition Séléka. Il a par ailleurs demandé aux hommes armés soient les hommes de la Séléka ou les forces armées centrafricaines de se rendre dans des bases militaires indiquées pour se faire enregistrer. A l'issue des badges seront remises aux éléments de la Séléka afin de permettre de les identifier. Depuis l'occupation de la ville le dimanche dernier par la coalition Séléka, des cas de pillages ont été signalés dans tous les coins de la capitale de Centrafrique. Des coups de feu se font entendre, mettant la population dans la peur. Ces éléments sont présents partout dans la ville.

### **OCHA prévoit une crise humanitaire durable sur fond d'insécurité grandissante (Xinuha, 28 mars 2013)**

L'arrivée à Bangui des rebelles de la Séléka le 24 mars dernier a aggravé une situation humanitaire déjà difficile en République centrafricaine, a indiqué jeudi le Bureau de la Coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies (OCHA). Cette coalition de rebelles a en effet pris le pouvoir par la force au cours du weekend dernier, contraignant à la fuite le président du pays, François Bozizé.

Joint à Bangui au téléphone, le Coordonnateur par intérim de l'action humanitaire sur place, le Dr. Zakaria Maiga, confiait ce matin au Centre d'actualités de l'ONU que la plus grande confusion règne actuellement à Bangui : « Des pillages généralisés sont commis non seulement par des membres de la Séléka, mais aussi par d'anciens soldats de l'armée centrafricaine régulière et des civils en uniforme qui se font passer pour des militaires. » « Maintenant qu'elle a pris le pouvoir, la Séléka a la responsabilité première de fournir des services de base à une population en détresse, mais leurs exactions ne font qu'aggraver la situation », a déploré M. Maiga.

Depuis décembre 2012, 173.000 personnes environ ont été déplacées à l'intérieur du pays, tandis que plus de 32.000 autres ont fui en République démocratique du Congo (RDC), au Cameroun et au Tchad. L'insécurité régnante entrave les efforts humanitaires et l'acheminement de l'aide, notamment médicale. De nombreux blessés ont été faits par les derniers combats à Bangui et évacués vers les hôpitaux les plus proches, qui peinent cependant à gérer ces arrivées massives, une prise en charge encore compliquée par les fréquentes coupures d'électricité et le manque d'articles et d'équipements médicaux. « La protection des civils est primordiale, » a poursuivi M. Maiga. « J'appelle toutes les parties à assurer la sécurité des habitants de Bangui et du reste du pays, à s'abstenir de toute violence supplémentaire et à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme. » Dans ce contexte, a-t-il assuré, la

communauté humanitaire fait tout son possible pour intensifier ses opérations, plaidant pour un accès en toute sécurité aux nécessiteux.

L'un des principaux défis auxquels la République centrafricaine fait face sur la durée est, selon M. Maiga, celui de l'insécurité alimentaire. Ses manifestations sont déjà visibles dans le nord et le centre du pays, où plus de 80.000 personnes risquent d'y être exposées pendant la prochaine saison creuse, tandis que 13.500 autres sont menacées de malnutrition aiguë sévère.

Le 26 mars, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) avait évalué à 600.000 le nombre d'enfants touchés par le conflit et à 166.000 celui des enfants actuellement privés d'éducation en République centrafricaine. Le 18 mars, l'ONU et le gouvernement centrafricain avaient lancé un appel humanitaire d'un montant de 129 millions de dollars pour 2013. Il n'a jusqu'à présent été financé qu'à hauteur de 18%, nous a précisé le Dr. Maiga. Une révision est en cours afin de refléter les besoins supplémentaires générés par l'aggravation récente de la crise.

### **Les pillages réduisent à néant l'administration centrafricaine à Bangui (Radio Ndéké Luka, 28 mars 2013)**

« Ordinateurs pillés, documents administratifs saccagés, des tirs des armes par ici par-là dans quelle condition allons –nous travailler ? ». Il s'agit d'une plainte exprimée ce 28 mars à Bangui par certains fonctionnaires centrafricains interrogés par Radio Ndeke Luka. L'ordre de la reprise du travail a été lancé par le nouvel homme fort de Bangui, Michel Djotodja Am Non Droko dans son premier discours à la nation, le 26 mars dernier à Bangui. Dans l'administration publique et privée, les choses tendent vers une reprise. Certains fonctionnaires se sont rendus à leur lieu de travail. Les dégâts causés par les éléments de Séléka et d'autres malfrats les ont plongés dans une profonde consternation.

Au niveau des hôpitaux, le constat est amer. « On a pu gérer les choses, en réorganisant l'Hôpital, en rendant l'articulation des services assez pratiques, en maintenant les services des urgences, les soins intensifs et une unité pour les malades depuis dimanche et de manière modulaire au fur et à mesure que le personnel est en train de revenir » explique le Docteur Jean Chrysostome Gody, directeur du Complexe pédiatrique de Bangui.

D'après Docteur Gody, les principales difficultés rencontrées depuis la prise du pouvoir au niveau du Complexe pédiatrique pour son fonctionnement sont : le nombre insuffisant du personnel soignant qui n'a pas de relève jusqu'à ce jour, l'alimentation des malades et du personnel. Il souhaite également que les moyens financiers soient mis à leur disposition très rapidement.

Ce matin, la circulation a repris timidement sur les principales artères de la capitale. Le Syndicat des conducteurs de Taxis et Bus posent 3 conditions aux nouvelles autorités centrafricaines. Il réclame l'ouverture et la sécurisation d'au moins deux stations-services, la cessation des tirs sporadiques et la publication d'un numéro vert sur lequel les conducteurs peuvent appeler en cas d'agression.

« À leur arrivé dans la ville, les éléments de la Séléka ont salué les gens et ils se sont rendus à la maison d'arrêt pour libérer les prisonniers. Il n'y a pas eu d'incidents, les commerces sont ouverts et ils demandent aux gens de revenir pour vaquer à leurs occupations », témoigne un habitant de la ville de Bouar (400kilomètres) sur les ondes de Radio Ndeke Luka.

Par ailleurs, les Nations unies se disent prêtent à intensifier ses opérations en République centrafricaine mais la situation actuelle liée aux pillages généralisés et les difficultés d'accès aux soins par ceux qui ont été touchés par la violence.

Dans un communiqué publié ce 28 mars à Bangui par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, les Nations unies s'inquiètent au sujet de l'approfondissement de la crise humanitaire en République Centrafricaine.

Pour le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme « 173.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, plus de 320.000 centrafricains ont fuis au République Démocratique

du Congo(RDC), Cameroun et au Tchad. Dans le Nord et le Centre du pays, plus de 80.000 personnes risquent de se retrouver en situation de pénurie alimentaire pendant la prochaine saison creuse et 13500 sont menacées de malnutrition sévère, les écoles ne fonctionnent pas et plus de 166000 enfants n'ont pas encore assez à l'éducation »

### **Timide reprise de vie à Bangui, Bozizé toujours réfugié au Cameroun (Radio Ndéké Luka, 27 mars 2013)**

Les habitants de la ville de Bangui ont repris timidement ce 27 mars 2013, le cours normal de leur vie quotidienne. Une reprise suite à la prise de pouvoir dimanche dernier par Michel Ndotodia Am Nondroko, leader des de la coalition Séléka.

Son prédécesseur François Bozizé, chassé de Bangui après 10 ans s'est réfugié au Cameroun en attendant de trouver un pays d'accueil. Selon des informations recueillies sur des chaînes internationales, François Bozizé serait arrivé au Benin. Une vingtaine des membres de sa famille est arrivée mardi à Kinshasa où elle a été prise en charge après avoir transité par Zongo et Guéména, ont indiqué des sources dignes de foi. Au sujet de ce retour à la normale à Bangui, les reporters de Radio Ndeke Luka ont remarqué la réouverture de certains commerces, la circulation de rares véhicules privés. Une bonne partie de la population se déplace à pied.

Toutefois, les coups de feu et les pillages se sont poursuivis mais de manière réduite. Aussi, la situation humanitaire se dégrade de plus en plus : les centres hospitaliers sont débordés des blessés et manquent de matériels et médicaments, ont mentionné ces reporters. Selon Docteur Romain Guitinzia, Directeur Général de l'Hôpital Communautaire, certains malades, dont le traitement nécessite des opérations chirurgicales, doivent encore prendre leur mal en patience. Pour cause, l'hôpital ne dispose plus de médicaments, d'eau et d'électricité pour favoriser ces interventions.

Il a appelé les agents de l'hôpital restés à la maison, à reprendre le travail pour renforcer l'équipe déjà en place depuis vendredi. Un autre appel a été également lancé en guise de cri de détresse aux partenaires pour voler au secours des blessés. De son côté, la Direction Générale de la Société de Distribution d'Eau en Centrafrique (SODECA), a justifié la coupure d'eau actuellement dans la ville, par une faible intensité d'électricité fournie par l'Energie Centrafricaine. Elle a rassuré la population que des dispositions sont en train d'être prises pour rétablir l'eau.

A Berberati (ouest), la ville est quasiment calme depuis la prise de Bangui par la Séléka. Toutes les activités économiques tournent au ralenti et la population préfère se terrer chez elle par peur de l'arrivée des éléments de la Séléka.

### **Nicolas Tiangaye confirme qu'il reste Premier ministre (Afrik.com, 27 mars 2013)**

Nicolas Tiangaye reconduit au poste de Premier ministre par les rebelles du Séléka qui ont évincé François Bozizé du pouvoir a confirmé ce mercredi à l'AFP son maintien à la tête du gouvernement jusqu'à la fin de la transition qui durera trois ans. « Je ne cautionne pas un coup de force », a-t-il affirmé à l'envoyé spécial de RFI en République centrafricaine. « Je m'inscris dans la poursuite du processus de Brazzaville. C'est l'entêtement de François Bozizé qui a conduit à cette situation irréversible », a-t-il ajouté.

### **78 corps retrouvés à Bangui (Afrik.com, 24 mars 2013)**

Depuis la prise de la capitale, le 24 mars, par la rébellion du Séléka, la Croix rouge centrafricaine dit avoir « ramassé 78 corps » dans les rues de Bangui, rapporte Lefigaro.fr. Cette dernière appelle la population à l'aide pour l'identification des corps. « (...) Jusqu'à ce jour, nos volontaires ont ramassé 78 corps qui ont été déposés dans les morgues (...). Nous demandons à la population de se rendre dans ces formations sanitaires pour la reconnaissance des corps en vue de leur enlèvement pour une éventuelle inhumation », a ajouté Albert Yomba Eyamo, un des responsables de la Croix rouge centrafricaine.